



SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Plusieurs différends impliquant les États-Unis prennent fin à l'OMC
2. Le Département américain du Trésor adopte des sanctions contre plusieurs acteurs liés aux activités du groupe Wagner en République centrafricaine
3. Les représentants républicains multiplient les initiatives à l'égard de la Chine au Congrès
4. Les représentants démocrates proposent le renouvellement de plusieurs programmes commerciaux

Climat – énergie – environnement

5. La Commission de régulation de l'énergie américaine (FERC) invite les réseaux d'électricité et de gaz à prendre des mesures immédiates afin d'assurer la sécurité énergétique de l'hiver 2023
6. Le Département américain de l'Énergie annonce un budget de plus de 21 M\$ pour le déploiement de solutions d'énergies propres

Transport et infrastructure

7. L'administration Biden déploie un ensemble d'initiatives permettant de développer le réseau national de bornes de chargement de véhicules électriques
8. L'administration Biden lance le premier volet d'un programme de subventions de 85 M\$ destiné à promouvoir les technologies numériques avancées de construction
9. L'industrie automobile juge hors d'atteinte les objectifs d'électrification du parc automobile de l'administration Biden

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. L'USDA décide d'abonder les financements dédiés à l'aide alimentaire et à la production d'engrais
11. La Commission agricole du Sénat adopte à l'unanimité le budget 2024 de l'USDA et de la FDA

Numérique et innovation

12. L'administration Biden annonce plus de 40 Md\$ pour démocratiser l'accès au haut débit
13. Les entreprises américaines affichent leurs convergences avec les réglementations européennes en matière numérique lors du déplacement de Th. Breton à San Francisco

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Plusieurs différends impliquant les États-Unis prennent fin à l'OMC

Le 26 juin, les États-Unis et la Corée du Sud ont formellement [notifié](#) à l'OMC leur accord sur une solution amiable concernant les mesures *antidumping* imposées par Washington sur les lavelines résidentiels originaires de Corée du Sud. Il s'agissait de la dernière étape, nécessaire à la clôture de ce différend, qui avait déjà été annoncée par les deux pays en avril dernier [voir [Flash Accents du 5 mai 2023](#)].

Parallèlement, selon un [document](#) publié le 26 juin par l'OMC, la Russie a demandé le 16 juin dernier à suspendre le différend que Moscou avait introduit en 2018 contre les droits additionnels imposés par l'administration Trump sur les importations américaines d'acier et d'aluminium originaires de Russie. D'après ce document, les États-Unis ont à deux reprises, les 20 et 21 juin, exprimé leur objection à cette suspension. Toutefois, considérant que la demande russe était conforme avec les règles de l'OMC, le panel a effectivement suspendu son travail sur ce différend à compter du 23 juin. Avec la fin, annoncée le 22 juin à l'occasion de la visite d'État du Premier ministre indien N. Modi à Washington [voir [Flash Accents du 23 juin 2023](#)], du différend introduit par l'Inde contre ces mêmes droits additionnels américains sur les importations d'acier et d'aluminium, ce développement signifie qu'il n'existe plus aujourd'hui de différend actif à l'OMC contre la mesure américaine. En effet, l'Inde et la Russie étaient jusqu'alors les deux derniers pays dont les différends contre les droits additionnels américains n'avaient pas encore fait l'objet d'un rapport de panel (comme la Chine, la Turquie, la Suisse et la Norvège) ou d'une résolution amiable remplaçant les droits additionnels par des quotas sur la base des importations historiques (comme l'Union européenne).

2. Le Département américain du Trésor adopte des sanctions contre plusieurs acteurs liés aux activités du groupe Wagner en République centrafricaine

Le 27 juin, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) quatre entités et un individu pour leur implication dans des activités illicites d'exploitation d'or en République centrafricaine au profit du groupe paramilitaire russe Wagner. Les quatre entités visées par ces sanctions – deux sociétés d'exploitation minières et de minéraux précieux, un distributeur d'équipements industriels et une société basée en Russie – sont suspectées par le Département américain du Trésor d'avoir pris part

à un système d'exploitation et de vente d'or dans le but de soutenir financièrement les activités conduites par le groupe Wagner. Un citoyen russe accusé d'apporter un soutien au commandant du groupe en République centrafricaine a également été ciblé par ces sanctions. Les départements américains d'État, du Trésor, du Commerce, de la Sécurité intérieure, du Travail et l'Agence américaine pour le développement international ont en outre [publié](#) conjointement un avis à destination du secteur privé concernant l'industrie aurifère en Afrique subsaharienne. Celui-ci précise que plusieurs acteurs tels que Wagner procèdent à des activités d'exploitation d'or afin d'accroître leurs revenus et favorisent des pratiques telles que le blanchiment d'argent, le contournement des sanctions et l'essor de la corruption dans la région. À travers cet avis, l'administration américaine encourage les représentants du secteur privé américain à renforcer leurs pratiques de mise en conformité et de transparence afin d'investir de manière responsable au sein de l'industrie aurifère.

3. Les représentants républicains multiplient les initiatives à l'égard de la Chine au Congrès

Le Congrès américain a vu naître ces derniers jours plusieurs propositions de loi émanant du camp républicain à l'égard de la Chine. Malgré les tentatives de l'administration Biden de renouer le dialogue avec ses homologues chinois, à l'instar de la visite récente du Secrétaire d'État américain à Pékin [voir [Flash Accents du 23 juin 2023](#)], certains représentants républicains souhaitent durcir les positions américaines, notamment dans le domaine commercial. Les sénateurs M. Rubio (R-Floride) et R. Wicker (R-Mississippi) ont ainsi [déposé](#) le 27 juin une proposition de loi visant à systématiser les refus concernant les demandes de licence d'exportation vers des utilisateurs finaux chinois ou russes et à conférer au Congrès le pouvoir de bloquer une licence en cas d'autorisation. Le président du Comité spécial sur la Chine à la Chambre des représentants, M. Gallagher (R-Wisconsin), et le président du Comité de contrôle et de responsabilité J. Comer (R-Kentucky) ont de leur côté [adressé](#) le 28 juin une lettre à destination du Service postal des États-Unis afin d'appeler son attention sur les pratiques des entreprises chinoises Shein et Tum, suspectées de se soustraire aux réglementations américaines en matière douanière. Cette initiative fait écho à un projet de loi [introduit](#) par deux sénateurs afin de retirer à la Chine le bénéfice du seuil dit de *de minimis* [voir [Flash Accents du 23 juin 2023](#)].

L'ancien Représentant américain au Commerce (USTR) sous l'administration Trump, R. Lighthizer, a quant à lui publié un ouvrage intitulé *No Trade Is Free*, insistant sur la nécessité de procéder à un découplage stratégique avec la Chine afin de rétablir un équilibre sur le plan commercial. L'ancienne ambassadrice américaine auprès des Nations Unies, N. Haley, en course pour la primaire républicaine, a de son côté [appelé](#) dans le cadre d'un échange avec l'American Enterprise Institute le 27 juin à «adopter de nouvelles restrictions sévères sur les acquisitions chinoises de toute infrastructure vitale aux États-Unis».

4. Les représentants démocrates proposent le renouvellement de plusieurs programmes commerciaux

Le démocrate E. Blumenauer (Oregon) a [introduit](#) le 22 juin à la Chambre des représentants une proposition de loi visant à renouveler plusieurs programmes commerciaux. Co-sponsorisé par dix autres membres démocrates de la Commission des voies et moyens de la Chambre, le texte permettrait notamment la réautorisation par le Congrès du mécanisme de soutien à l'ajustement aux échanges (*Trade Adjustment Assistance* – TAA), expiré en juin 2022, qui octroyait des aides financières aux travailleurs et entreprises affectés par la concurrence des importations. La proposition renouvellerait également le Système des préférences généralisées (*Generalized System of Preferences* – GSP), qui réduisait les droits de douane sur les importations de pays en voie de développement, et la Loi sur les droits de douane divers (*Miscellaneous Tariff Bill* – MTB), qui permettait aux importateurs de demander la suspension des droits de douane sur certains biens utilisés comme intrants pour la production

américaine. Le GSP et le MTB ont tous deux expiré fin 2020.

Brèves

- L'État de l'Utah et le Royaume-Uni ont [conclu](#) un Mémoire d'accord sur la coopération économique le 22 juin. Il s'agit du cinquième accord de ce type, non juridiquement contraignant, conclu par Londres avec des États américains.
- Dans une lettre datée du 22 juin, 21 démocrates du Congrès ont [exhorté](#) l'administration à cesser les négociations en vue d'un accord commercial avec le Kenya tant que le Président kenyan W. Ruto ne se sera pas engagé à opposer son veto à toute législation criminalisant la communauté LGBTQI+.
- L'administration Biden a publié le 28 juin sa [stratégie](#) relative aux exportations, qui présente un ensemble d'initiatives mises en œuvre par l'exécutif pour augmenter l'accès des producteurs américains aux marchés de pays tiers, ainsi que la durabilité et l'inclusivité des échanges.
- Le 23 juin, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) deux membres du FSB, accusés d'avoir été impliqués dans des actions visant à influencer les résultats d'élections locales américaines au profit du Kremlin.
- Le 28 juin, les départements américain et britannique du Trésor ont conjointement [publié](#) une fiche précisant les autorisations et exceptions existantes en matière d'assistance humanitaire et de sécurité alimentaire dans le cadre des sanctions adoptées par les États-Unis et le Royaume-Uni à l'égard de la Russie.

Climat - Énergie - Environnement

5. La Commission de régulation de l'énergie américaine (FERC) invite les réseaux d'électricité et de gaz à prendre des mesures immédiates afin d'assurer la sécurité énergétique de l'hiver 2023

Après les coupures d'électricité dans le Sud Est des États-Unis de l'hiver 2022 en raison du gel des équipements du réseau, de problèmes mécaniques, de l'insuffisance des approvisionnements en combustibles et des perturbations du réseau gazier, W. Phillips, président par intérim de la Commission de régulation de l'énergie américaine (FERC), a [appelé](#) le 15 juin à une mise en œuvre au plus vite des [recommandations](#) de la North American

Electric Reliability Corporation (NERC), afin d'éviter une configuration similaire pour l'hiver 2023. Selon la FERC, le principal problème reste l'interconnexion entre le système électrique et gazier.

En particulier, la FERC prend deux décisions :

- (i) l'établissement par la NERC de normes pour améliorer la planification et la préparation des réseaux, notamment l'évaluation des impacts de défaillances simultanées des équipements du réseau d'électricité et la mise en œuvre de mesures correctives le cas échéant.
- (ii) l'établissement, par les transporteurs d'électricité, de rapports qui indiquent leur processus d'évaluation de leur vulnérabilité aux

conditions météorologiques extrêmes, ainsi que l'identification des stratégies d'atténuation pour y faire face.

Les décisions entreront en application respectivement 90 jours et 120 jours après leur publication au Registre Fédéral.

6. Le Département américain de l'Énergie annonce un budget de plus de 21 M\$ pour le déploiement de solutions d'énergies propres

L'Office of Technology Transitions (OTT) du Département américain de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) un financement de plus de 21 M\$ à destination de 30 projets élaborés dans 16 laboratoires nationaux afin de promouvoir des solutions d'énergies propres. Parmi les projets sélectionnés, celui du National Renewable Energy Laboratory, qui développera un outil web interactif

de visualisation et d'analyse pour la prise de décision intelligente face au climat par les services publics, les opérateurs et les planificateurs du réseau électrique, ou encore celui de l'Argonne National Laboratory, qui créera un procédé de gestion amélioré du recyclage des déchets radioactifs.

Brèves

- La consommation d'énergie primaire aux États-Unis a [atteint](#) 2 530 M de tonnes équivalent pétrole (Mtep) en 2022, soit une augmentation de 3 % par rapport à 2021. Environ 21 % de la consommation d'énergie des États-Unis en 2022 provenait de sources d'énergie non fossiles, telles que les énergies renouvelables et l'énergie nucléaire, à égalité avec 2020, ce qui représente la part la plus élevée depuis le début des années 1900.

Transport et infrastructure

7. L'administration Biden déploie un ensemble d'initiatives permettant de développer le réseau national de bornes de chargement de véhicules électriques

Le 27 juin, la Maison-Blanche a [publié](#) un communiqué recensant les initiatives pour développer le réseau national de chargeurs de véhicules électriques. Une étude conjointe du Département de l'Énergie (DoE) et du Département des Transports (DoT) a été [publiée](#) le même jour et évalue le nombre, le type et l'emplacement des chargeurs nécessaires pour soutenir la croissance des véhicules électriques. L'étude tient compte des conditions climatiques, des modes de déplacement, des types de logements et des préférences en matière de recharge des utilisateurs. D'après l'étude, les États-Unis seraient sur la bonne voie pour installer un réseau de 1,2 M de bornes de recharges publiques d'ici 2030, dont environ 1 M seront de niveau 2, offrant une charge « pratique et peu coûteuse » adaptée aux besoins du quotidien, tandis que les bornes restantes seront des « chargeurs rapides à courant continu » (niveau 3), encore plus rapides mais plus onéreux, correspondant aux besoins de plus longs trajets. D'après l'étude, la mise en place de ce réseau de recharge public devrait nécessiter entre 31 Md\$ et 55 Md\$ d'investissements publics et privés. À ce jour, près de 24 Md\$ auraient déjà été engagés par l'ensemble des acteurs d'ici 2030, dont 7,5 Md\$ dans le cadre de la Loi bipartite sur les infrastructures (BIL). L'administration fédérale a également établi de nouvelles normes nationales

pour uniformiser les bornes de recharge qu'elle subventionne, notamment à travers le programme National Electric Vehicle Infrastructure (NEVI) de la BIL.

Afin de promouvoir l'interopérabilité dans le cadre de ce programme NEVI, l'institut de normalisation Society of Automotive Engineers (SAE) a [annoncé](#) le 27 juin qu'elle engagerait, en collaboration avec l'administration fédérale, une procédure accélérée pour examiner le standard NACS (North American Charging Standards), développé par Tesla, et l'envisager en tant que norme publique potentielle. Le bureau conjoint du DoE et du DoT chargé de la mise en place du réseau national de recharge électrique (Joint Office of Energy and Transport) prévoit par ailleurs le développement d'une plateforme de données centralisées sur les bornes de recharge (EV-ChART), qui permettra de mesurer, évaluer et améliorer la fiabilité et l'expérience des recharges. Des travaux seront également menés les deux prochaines années, en partenariat avec des représentants privés de l'industrie (National Charging Office Consortium – Charge X), afin d'[identifier](#) les possibilités d'amélioration dans trois domaines: le traitement des paiements et l'interface utilisateur, la communication véhicule-chargeur et le partage des données de diagnostic des installations.

Le DoE et le DoT organiseront enfin un sommet début juillet, réunissant les industriels, les États fédérés et d'autres partenaires locaux, pour discuter de la manière dont l'ensemble des acteurs peuvent collaborer pour contribuer à la réalisation de l'objectif du Président Biden, à savoir

l'installation d'au moins 500 000 bornes de recharge publiques d'ici 2030.

8. L'administration Biden lance le premier volet d'un programme de subventions de 85 M\$ destiné à promouvoir les technologies numériques avancées de construction

Le 27 juin, la Federal Highway Administration (FHWA) du Département des Transports américain (DoT) a [annoncé](#) l'ouverture de la phase de candidature pour la première année d'un nouveau programme de subvention de 85 M\$ créé par la Loi bipartisanne sur les infrastructures (BIL) portant sur les « systèmes de gestion de construction numériques avancés » (Advanced Digital Construction Management Systems – ADCMS). Le programme, destiné aux États fédérés, soutiendra les techniques de construction numériques innovantes, comme la modélisation informatique et la conception 3D, le partage d'informations, la réduction du recours aux supports papier, dans le but de contribuer à la réalisation des projets de construction dans les délais et en respectant les budgets (« *on time and on budget* »). Il attribuera jusqu'à 34 M\$ cumulés sur les années fiscales 2022 et 2023, puis jusqu'à 17 M\$ chaque année jusqu'à l'année fiscale 2026. Ce programme s'inscrit dans une initiative plus vaste de la FHWA dénommée TIDP (Technology and Innovation Deployment Program), qui vise à faciliter l'accès à des données pertinentes, précises et pratiques aux professionnels de la construction, au moyen d'outils de modélisation améliorés. Les objectifs du TIDP incluent notamment l'adoption de systèmes numériques de gestion de la construction, pour améliorer la productivité et gérer des projets complexes, le partage d'informations plus rapide et plus efficace, et le renforcement de la transparence grâce au partage d'informations en temps réel.

9. L'industrie automobile juge hors d'atteinte les objectifs d'électrification du parc automobile de l'administration Biden

L'Alliance for Automotive Innovation, principale organisation professionnelle de l'industrie automobile aux États-Unis, [estime](#) dans un

commentaire public qu'il est impossible d'atteindre les objectifs d'électrification visés par l'Agence de protection de l'environnement américaine (EPA) d'ici 2032. L'EPA avait annoncé le 12 avril dernier une proposition de nouveaux standards de limitation des émissions de polluants, dont les règles aboutiraient à ce que les deux tiers des voitures vendues aux États-Unis en 2032 soient électriques. L'Alliance for Automotive Innovation explique ainsi que l'EPA, pour arriver ce chiffre, surestime les capacités de production de batteries et de minéraux critiques nécessaires à leur fabrication qui seront disponibles aux États-Unis à cette date. L'organisation estime également que l'EPA surestime le déploiement et la disponibilité d'installations de recharge de véhicules électriques, ainsi que les capacités d'entretien de ce réseau à l'horizon 2032.

L'Alliance for Automotive Innovation propose ainsi de réduire l'objectif de d'électrification du parc automobile à 40 % à 50 % en 2030, plutôt que 67 % en 2032, et encourage l'administration à mettre en œuvre les mesures appropriées pour le déploiement des infrastructures nécessaires à l'électrification et la disponibilité des minéraux critiques indispensables à la fabrication de batteries.

Brèves

- Le 21 juin, la Federal Aviation Administration (FAA) a [annoncé](#) le lancement de la campagne Stand Up for Safety, qui prévoit de dispenser une série de formations obligatoires complémentaires à son personnel de contrôleurs. Cette initiative, organisée en collaboration avec l'Association nationale des contrôleurs du trafic aérien (NATCA), fait suite au sommet sur la sécurité organisé par la FAA en mars dernier. Depuis, l'agence a également publié un message d'alerte général sur la sécurité (*safety alert*), renforcé la présence des superviseurs lors des pics de trafic et investi 100 M\$ pour réduire les risques d'incursion dans douze aéroports clés. L'agence s'est également fixée un nouvel objectif de réduire à zéro le nombre de quasi-accidents (*close calls*).

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. L'USDA décide d'abonder les financements dédiés à l'aide alimentaire et à la production d'engrais

L'USDA a [annoncé](#) un nouveau financement de 2,3 Md\$ pour soutenir les programmes alimentaires en milieu scolaire et les opérations d'urgence.

Assuré à partir des fonds de la *Commodity Credit Corporation*, l'USDA va allouer près de 1,3 Md\$ aux États pour l'achat de denrées alimentaires domestiques pour les écoles et près de 1 Md\$ pour les fournisseurs de denrées alimentaires d'urgence, tels que les banques alimentaires. Ces

financements visent d'abord à répondre à l'augmentation des prix des produits alimentaires, des coûts de main-d'œuvre mais également à la fin des mesures exceptionnelles qui avaient été prises lors de la pandémie.

En outre, l'USDA va abonder de 400 M\$ les financements du Fertilizer Product Expansion Program (FPEP). Ce programme a vocation à soutenir le développement de la capacité de production nationale d'engrais, dans le but de réduire les coûts pour les producteurs et d'améliorer leur accès aux nutriments nécessaires à la production de denrées agricoles. Ce financement supplémentaire vise à répondre au succès de ce programme qui a enregistré 3 Md\$ de demandes alors que l'USDA lui avait alloué seulement 500 M\$.

11. La Commission agricole du Sénat adopte à l'unanimité le budget 2024 de l'USDA et de la FDA

La Commission agricole du Sénat a adopté le 22 juin à l'unanimité un [projet de loi](#) portant sur le budget

de l'USDA et de la FDA pour l'année fiscale 2024. Ce consensus, qui contraste fortement avec les divisions observées lors de l'examen du budget par la Chambre des représentants, prévoit d'allouer 25 993 Md\$ au total, contre 25 480 Md\$ en 2023. En votant un budget de 8 Md\$ plus élevé que celui adopté par la Chambre des représentants, les sénateurs se sont écartés considérablement des trajectoires budgétaires convenues dans l'accord sur le relèvement du plafond de la dette.

Brèves

- L'USDA va accorder 502 M\$ de crédits supplémentaires pour l'accompagnement de l'épidémie d'influenza aviaire hautement pathogène. Ces fonds s'ajoutent aux 670 M\$ déjà alloués en mars. Ils permettront de renforcer la surveillance et la détection de nouveaux cas, ainsi que le financement des abattages et l'indemnisation des éleveurs.

Numérique et innovation

12. L'administration Biden annonce plus de 40 Md\$ pour démocratiser l'accès au haut débit

Le président Biden a [annoncé](#) lundi un nouveau financement fédéral de plus de 42 Md\$ pour étendre l'accès à internet à haut débit à quelque 8,5M de familles et de petites entreprises. Le gouvernement prévoit de distribuer ces fonds aux États au cours des deux prochaines années. Le financement a été autorisé par la Loi bipartisanne sur les infrastructures (BIL). La ventilation des soutiens publics s'appuiera sur une [carte](#) de couverture de la Federal Communications Commission (FCC) récemment publiée, qui détaille les lacunes en matière d'accès.

Le Texas et la Californie, les deux États américains les plus peuplés, sont en tête de liste des États bénéficiaires, avec respectivement 3,1Md\$ et 1,9 Md\$. Mais d'autres États moins peuplés, tels que la Virginie, l'Alabama et la Louisiane, se sont classés parmi les dix premiers en raison du manque d'accès à la large bande. Ces États possèdent de vastes zones rurales moins bien connectées à internet que leurs grandes villes.

Ces fonds constituent le point central d'une vaste initiative visant à fournir un accès fiable à haut débit à l'ensemble du pays d'ici à 2030, afin que même les régions les plus éloignées des États-Unis puissent profiter des avantages économiques de l'ère numérique. « Nous parlons aujourd'hui d'un

investissement majeur dans l'internet à haut débit et à prix abordable dans tout le pays », a déclaré le président J. Biden, dans un discours prononcé lundi, décrivant l'accès à internet comme une ressource économique essentielle permettant aux enfants de faire leurs devoirs, aux travailleurs de trouver un emploi et aux patients d'accéder aux soins de santé.

13. Les entreprises américaines affichent leurs convergences avec les réglementations européennes en matière numérique lors du déplacement de Th. Breton à San Francisco

Le Commissaire européen Th. Breton a déclaré le 23 juin que M. Zuckerberg et lui-même étaient [alignés](#) sur la réglementation de l'UE en matière d'intelligence artificielle, après s'être entretenu avec lui à l'occasion de son déplacement à San Francisco. Ils se sont mis d'accord sur l'intérêt de l'approche de l'UE fondée sur les risques et sur des mesures telles que le filigrane « watermarking », une technique qui vise à identifier clairement un contenu produit par un système d'IA générative.

En parallèle, N. Clegg, président des affaires mondiales de Meta, a [annoncé](#) avoir fait part au Commissaire européen de son « soutien aux objectifs du pacte sur l'IA ». Bien que l'équipe de direction de Meta doive encore examiner les détails

du pacte, N.Clegg a déclaré que l'entreprise reconnaissait l'importance de la transparence et de la collaboration. De son côté, Th. Breton a déclaré que Facebook et Instagram semblaient bien préparés pour répondre aux nouvelles règles européennes en matière de modération de contenu et qu'ils se soumettraient à un *stress-test* de leurs systèmes le mois prochain.

De même, S. Altman, PDG d'OpenAI, a [déclaré](#) qu'il soutenait également l'approche de l'UE en matière d'intelligence artificielle, [ajoutant](#) : « J'apprécie vraiment l'institution européenne ici, et la prévoyance dont elle a fait preuve en prenant cette question si au sérieux, pour le reste du monde également ».

Enfin, T. Breton a visité le siège de Twitter et a rencontré le propriétaire de Twitter, E. Musk, et la directrice générale, L. Yaccarino. Lors de cette visite, une équipe technologique de l'UE a effectué un *stress-test* volontaire sur la plateforme. Twitter a pris l'exercice « très au sérieux », a [tweeté](#) Th. Breton, qui n'a pas révélé le résultat du test mais a déclaré que Twitter avait encore du travail à faire. « L'Europe est très importante pour Twitter et nous nous concentrons sur la poursuite de notre partenariat », a [tweeté](#) L. Yaccarino. Le compte Twitter officiel représentant le département des affaires gouvernementales mondiales de

l'entreprise a [déclaré](#) que l'entreprise était en bonne voie pour se conformer à la DSA d'ici le 25 août.

Brèves

- Redpanda Data, une startup spécialisée dans le streaming de données, a [annoncé](#) mardi avoir levé 100 M\$ en financement de série C. Le tour de table a été mené par Lightspeed Venture Partners, Google Ventures et Haystack. La startup, basée à San Francisco, fournit des services de transmission d'un flux continu de données en temps réel, renforcés par l'utilisation de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique. Ses clients comptent Cisco, Midjourney, Texas Instruments ou Vodafone.
- Le 23 juin, la Cour d'appel des États-Unis pour le 9^e circuit est [revenue](#) sur une décision prise par une juridiction de première instance selon laquelle Facebook ne pouvait être tenu responsable de discrimination contre R. Vargas, une femme handicapée d'origine hispanique, qui alléguait qu'elle avait été « empêchée d'avoir la même possibilité de voir des annonces de logement » sur Facebook qu'un utilisateur blanc.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.